

# Intégrer les différences sociales, le genre et l'analyse sociale dans le développement agricole

Une conception très répandue veut que les processus actuels de changement social, économique, politique et environnemental en Afrique subsaharienne augmentent les inégalités sociales. Cette idée reflète l'incapacité apparente de certains groupes de s'adapter aux nouvelles institutions destinées à gérer les ressources naturelles et à gérer l'accès à celles-ci, aux nouveaux modèles d'emprise sur la chaîne de valeur et aux nouvelles mesures de régulation modifiant l'accès aux marchés. Dans de nombreuses régions rurales, ce sont les femmes, ainsi que les hommes jeunes et pauvres, qui sont épinglés comme étant de plus en plus défavorisés.

Il est généralement admis que les femmes sont relativement défavorisées par rapport aux hommes, mais le présent Point Info affirme que les désavantages sociaux – qu'ils soient liés à l'appartenance ethnique, raciale, religieuse, sociale, de caste, de descendance, de genre, d'âge ou de handicap – doivent être analysés et gérés dans le contexte des relations sociales dans des endroits et des situations spécifiques. Cette position est basée sur l'idée que les

populations rurales ne sont pas simplement des rassemblements d'individus isolés et atomisés qui ne poursuivent que leurs intérêts individuels de fermiers, de producteurs, de marchands, etc., sans considération de leur identité de genre, d'âge, de classe ou autre. Elle est basée aussi sur la conception généralement admise que différentes formes de désavantage doivent être comprises en termes de relations de pouvoir.

La présente synthèse se concentre surtout sur les connaissances en matière de relations de genre, issues de recherches féministes et autres, qui soutiennent les appels à l'adoption d'une analyse sociale relationnelle. Elle plaide en faveur d'un changement de la conceptualisation du genre en matière de développement agricole, de la sensibilisation aux différences au sein des catégories homme-femme et de l'intégration des autres formes de différences sociales.

L'objectif spécifique de ce Point Info est :

- d'encourager l'intégration d'une vision relationnelle et sociale du genre dans les politiques de développement agricole;



© Gates Foundation

**Des femmes au travail dans une orangerie commerciale**

- de présenter les résultats de recherches féministes et autres en matière de relation de genre qui mettent en question le cadre dominant des questions relatives au genre dans l'agriculture subsaharienne;
- de mettre en évidence les principes de fonctionnement essentiels d'une approche des relations sociales intégrant les différences de genre et les autres différences sociales dans les politiques de développement agricole et rural.

## Présenter les femmes comme pauvres, vulnérables et démunies

Un article récent de Future Agricultures appelle au changement des représentations en matière de genre dans les politiques et les pratiques de développement et de recherche agricoles. Dans ces domaines, le genre est le plus souvent associé à la condition de la femme. Dans cette perspective, on construit une image de femmes rurales uniformément pauvres et vulnérables (à la violence domestique, au changement climatique, au VIH/sida, au divorce ou au veuvage), dépourvues d'accès aux services publics considérés comme essentiels pour leurs activités agricoles indépendantes et dépourvues des capacités d'action et du pouvoir permettant de se protéger et de faire valoir leurs droits fonciers notamment. En même temps, les femmes sont représentées comme disposant de diverses compétences, de réseaux sociaux de soutien et d'information, de stratégies permettant d'éviter les effets négatifs potentiels, par exemple en matière de tabous alimentaires, et comme jouant un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire au niveau du ménage, dans le bien-être des enfants, dans la réduction effective de la pauvreté et en matière de développement durable. Cette représentation est étayée par la conception des ménages et des familles élargies, des communautés locales

et des marchés locaux comme autant de lieux désavantageux pour les femmes et du mariage comme une institution au sein de laquelle les femmes sont uniformément soumises aux hommes et limitées dans leurs activités économiques indépendantes. Par opposition, les hommes sont représentés comme étant en position d'agir en toute indépendance pour défendre leurs propres intérêts. Les dimensions critiques de la dynamique de genre au sein des ménages sont présentées comme suit:

- Les femmes mariées risquent davantage de voir se privées de l'accès aux ressources en cas de décès de leur mari ou de séparation ou divorce.
- Les maris réduiront leur contribution au ménage à mesure qu'augmente la production et/ou le revenu de leurs épouses.
- Les maris s'empareront des entreprises des femmes si elles réussissent au niveau commercial.
- Les normes locales et familiales limitent la capacité des femmes à être actives dans la sphère publique.

D'autres entraves liées à la capacité des femmes à faire face aux changements économiques comprennent leur soi-disant appréhension des cultures alimentaires et de la sécurité alimentaire, leur réticence à prendre des risques et leur instruction limitée, leurs réseaux pauvres ou peu pertinents (pour leurs activités économiques) et les entraves à leur mobilité.

Grâce au travail au travail des défenseurs des politiques, des organismes de développement ainsi qu'à certains féministes qui ont contribué à lutter contre ces stéréotypes, les politiques agricoles ont mis en place des programmes et

des projets qui tiennent désormais fermement compte de l'intégration de la dimension de genre. Ces programmes visent essentiellement les femmes ou les ménages dirigés par une femme, ces dernières étant considérées comme des personnes pauvres, désavantagées et marginalisées en raison de leur genre. Les programmes agricoles axés sur les femmes ont rencontré un vif succès. Ils ont en effet contribué à répondre aux besoins pratiques des femmes, à améliorer le bien-être des ménages, mais aussi à permettre aux femmes de changer leur position et leur statut au sein de la société et à atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes. Le travail visant à promouvoir l'égalité entre les sexes s'appuie aussi sur des théories qui font le lien entre égalité et productivité accrue.

## L'égalité sociale: cibler les femmes ne suffit pas. Résultats de la recherche

Des avancées considérables ont été réalisées dans la compréhension des relations de genre depuis les années 1970, quand le genre est devenu une des préoccupations principales en matière de développement rural (Encadré 1).

De nouvelles découvertes s'opposent d'abord aux comparaisons statiques entre hommes et femmes et soulignent la nécessité de se concentrer sur les relations de genre et leur

renégociation. Les relations de genre évoluent dans le temps et dans l'espace et tant les hommes que les femmes essaient de préserver et/ou de changer leurs positions sociales, économiques et politiques relatives.

Ensuite, elles soulignent le fait que hommes et femmes ne sont pas des catégories homogènes et que cela a des implications pour notre compréhension de la diversité des relations de genre en fonction du contexte social spécifique.

Étant donné que les activités agricoles à petite échelle ont tendance à se répandre en Afrique subsaharienne et que les ménages ou unités domestiques se trouvent à la fois au centre de la production et de la consommation, ce qui se passe au sein des ménages a un impact essentiel sur les politiques sociales, économiques et surtout agricoles. Cependant, bien que les ménages soient considérés comme étant composés d'individus poursuivant leurs propres intérêts, on admet désormais que les individus négocient leurs intérêts dans un cadre général de coopération afin d'assurer la survie du ménage. Chaque membre individuel du ménage a sa propre bourse pour honorer ses obligations individuelles, mais il y a très souvent une sorte de mise en commun des ressources au niveau du ménage. Par conséquent, même si la capacité de négocier les intérêts individuels avec succès varie avec l'âge, le sexe et la situation familiale,

### Encadré 1. Comprendre le concept de genre

- Les relations de genre sont dynamiques
- Les femmes et les hommes forment des groupes sociaux différents avec des identités multiples, p. ex. d'époux/épouses, collègues de travail, frères/sœurs, etc.
- En tant que membres d'un ménage, hommes et femmes ont tous les deux des intérêts distincts et conjoints, tout en restant engagés dans ce qui est essentiellement une entreprise coopérative.
- Différents types de relations sociales (c'est-à-dire : genre, classe, âge, situation de famille) agissent souvent de concert dans la production et la reproduction de désavantages.

les ménages ne sont pas automatiquement le siège de conflits et d'inégalités et les hommes – même les maris – n'ont probablement rien à gagner à entraver l'avancement des épouses. Le mariage n'est pas un contrat légitimant l'exploitation des femmes. En effet, il peut assurer la sécurité de chacun en tant que moyen principal pour les individus d'accéder aux ressources.

Le débat sur les modèles de prise de décision au sein des ménages continue, mais il est plus important de comprendre clairement que les types de ménage ne sont pas immuables que de décider quelle typologie est la plus réaliste. Certains types de ménage sont nouveaux et inhabituels et un comportement spécifique, dans un endroit ou à un moment donné, ne correspond pas nécessairement aux attentes et aux règles admises. En outre, s'il peut être pratique pour les objectifs d'une politique de cibler les ménages comme s'il s'agissait d'unités indépendantes et isolées, ils ne se laissent généralement pas définir si facilement. Les ménages sont plutôt liés à d'autres ménages, familles et autres groupes et peuvent, en zones rurales, inclure plusieurs parents, au-delà du cercle élémentaire du mari avec ses épouses et leur progéniture. Ces relations extra-ménagères étendent le règne des «relations de genre» aux relations entre frères et sœurs, parents et autres. Les membres de groupes familiaux apportent une aide telle que l'accueil des enfants, le financement des frais de santé et scolarité, le capital d'investissement, voire la main-d'œuvre agricole.

Dans plusieurs pays, y compris dans des zones d'agriculture commerciale où se manifeste clairement le marché foncier, les systèmes fonciers restent étroitement liés aux institutions familiales. Néanmoins, c'est le ménage, en tant que plus petite unité décisionnelle, qui est au

centre de l'évolution des régimes fonciers et le mariage reste la voie principale d'accès à la terre, ainsi qu'aux ressources pour la travailler, surtout pour les femmes. Les femmes mariées ailleurs que dans leur région d'origine éprouvent des difficultés à faire valoir leurs droits sur des terres familiales.

Malgré l'association des femmes aux cultures alimentaires et à la sécurité alimentaire des ménages, hommes et femmes travaillent tous deux en différentes qualités, en tant qu'acteurs indépendants (éventuellement comme chefs de ménages ou membres du ménage travaillant pour leur propre compte) produisant pour la consommation et/ou la vente et en tant que travailleurs dans la ferme ou l'entreprises d'autres personnes (au titre de travail rémunéré en espèces ou en nature pour un époux/une épouse ou pour d'autres, voire au titre de travail «non rémunéré»). Entre maris et épouses, la capacité de faire appel au travail «non rémunéré» de l'autre n'est pas infinie. Ces échanges doivent aussi être situés dans le cadre plus large des échanges définissant le mariage, des échanges se déroulant au fil du temps, impliquant éventuellement des membres d'autres ménages et des objets différents.

En dépit de ces nuances apportées au discours sur «les femmes dans l'agriculture africaine», plusieurs études suggèrent que pour bon nombre de femmes, plus la pression sur les ressources augmente, plus elles rencontrent des difficultés pour accéder aux ressources nécessaires à maintenir leur entreprise. En effet, elles ne sont pas représentées dans des positions de pouvoir, leurs revendications – comme celles de beaucoup de groupes défavorisés – restent invisibles dans les sphères politiques. En outre, leurs négociations en vue d'un changement peuvent être dominées par des hommes et des

femmes de pouvoir pour qui le changement n'est pas nécessairement avantageux.

## **Intégrer la différenciation sociale dans les politiques de développement agricole**

Le principal défi des personnes chargées de l'élaboration des politiques est d'aller au-delà des représentations classiques du changement et des définitions couramment admises des personnes démunies et du genre, et dans lesquelles les acteurs du développement ont un rôle important à jouer. La politique doit affronter la réalité des relations sociales, s'associer aux efforts en cours pour changer et identifier les situations qui entravent les groupes défavorisés.

Pour pouvoir relever ce défi, il est primordial d'adopter une approche plus large des analyses sociales et du genre. Cela signifie se montrer critique par rapport aux cadres existants qui, dans le cas du genre, sont peu ou pas éloquentes en matière de relations de genre, de changements sociaux en cours ou d'aspirations des hommes et femmes concernés. Ils sont aussi basés sur des éléments idéologiques qui ne correspondent pas forcément à la réalité locale. Les données récoltées à l'aide du Cadre de Harvard, une grille d'analyse influente sur l'accès et le contrôle, ont conduit à des arguments qui laissent supposer que le contrôle égal des ressources par les femmes déverrouillera la subordination. Cependant, des politiques, telles que l'inclusion sociale par l'égalité des droits d'attribution coutumière et d'héritage, les opportunités de crédit préférentielles et l'accroissement du nombre d'agents de

vulgarisation féminins, n'ont peut-être pas beaucoup d'impact sur les schémas de genre en matière de contrôle de la terre, par exemple; les femmes n'étant pas simplement des sujets exclus au même titre que les hommes pauvres.

Étant donné les limites d'un processus structuré et stéréotypé de l'analyse sociale et du genre inhérentes à certains cadres d'analyse du genre, un point de départ utile pour intégrer la différenciation sociale dans les politiques de développement agricole serait de définir un certain nombre de «principes de fonctionnement» d'une approche basée sur les relations sociales pour intégrer notamment le genre, mais aussi d'autres différences sociales dans les politiques de développement agricole et rural (Encadré 2)

Ces principes de fonctionnement devraient entraîner une série de questions de recherche et de politique différentes reflétant la spécificité de lieux, de situations et de groupes défavorisés particuliers. Ils prennent également en compte le fait que les populations rurales sont des agents sociaux actifs. Il s'agit donc dans une certaine mesure d'un appel à la «réduction» de la portée des politiques. À un autre niveau, il s'agit d'un appel des politiques plus explicitement cadrées par une compréhension des relations sociales plus étendues au sein desquelles les individus décident, opèrent en vue de changements et cherchent du soutien. Pour le présent Point Info, toutes ces questions sont à prendre en compte si l'on veut pouvoir remédier à l'impact des désavantages sociaux sur l'avenir de l'agriculture en Afrique subsaharienne.

## Encadré 2. Principes de fonctionnement permettant d'intégrer l'approche basée sur les relations sociales dans les politiques de développement agricole

Il ne faut surtout pas croire que :

- la population rurale est un groupe d'individus isolés et atomisés qui ont seulement des intérêts individuels
- les agriculteurs, producteurs et autres, sont des acteurs neutres, sans identité liée à leur genre, leur âge, leur classe ou d'autres facteurs
- toutes les zones rurales sont identiques (partageant la même histoire, la même identité sociale, changeant à la même vitesse, etc.)

Remettez en question les discours dominants concernant :

- les femmes et les hommes dans l'agriculture, les relations de genre et la prise de décision au sein des ménages.

N'oubliez pas :

- que les désavantages liés au genre dépendent des structures sociales
- que les relations de genre sont dynamiques : les hommes et les femmes cherchent à les préserver ou à les renégocier pour satisfaire leurs propres intérêts
- que les hommes et les femmes ont des identités multiples
- que les changements dans les relations de genre sont intrinsèquement ambigus et ne peuvent pas être simplement déduits de données différenciées selon le sexe.

Évitez :

- de se limiter à cataloguer les différences et à chercher des solutions visant à combler les écarts
- de reproduire les représentations classiques des femmes et des hommes, des jeunes ou d'autres groupes.

Clarifiez :

- le contexte dans lequel une étude spécifique est entreprise
- sur quelles femmes et quels hommes porte l'étude
- les relations de genre et les relations sociales plus larges dans divers contextes institutionnels



© FAO/R. Cannarsa

**Les femmes des milieux ruraux sont souvent représentées comme uniformément pauvres et vulnérables**

### Remerciements :

Ce Point Info a été rédigé par **Christine Okali** du **Future Agricultures Consortium**. **David Hughes** est le rédacteur en chef. Pour en savoir plus au sujet de cette série de Points Infos, visitez [www.future-agricultures.org](http://www.future-agricultures.org)

Future Agricultures Consortium vise à encourager un débat critique et un dialogue politique sur l'avenir de l'agriculture en Afrique. Le Consortium est un partenariat entre plusieurs organisations africaines et anglaises axées sur la recherche. Secrétariat de Future Agricultures Consortium, Université du Sussex, Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni.

T +44 (0) 1273 915670 E [info@future-agricultures.org](mailto:info@future-agricultures.org)

*Future Agricultures invite les lecteurs à citer ou à reproduire ses documents dans leurs propres publications. En échange, Future Agricultures Consortium demande d'être cité en référence et de recevoir une copie de ladite publication.*

Funded By



Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles du gouvernement britannique.